



B U R K I N A F A S O
⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚⌚
COMITE DE PREVISION ET DE CONJONCTURE
(CPC)

TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE

au 3ème trimestre 2014

Pour toutes informations complémentaires, s'adresser à l'INSD
INSD, Ouaga 2000, Avenue Pascal Zagré - 01 BP 374 Ouagadougou 01
Téléphone : (226) 50.37.62.02 - Fax : (226) 50.37.62.26 - Burkina Faso
E-mail : insd@insd.bf; insdbf@yahoo.fr - Site web : www.insd.bf

TBE n° 03/2014

SOMMAIRE

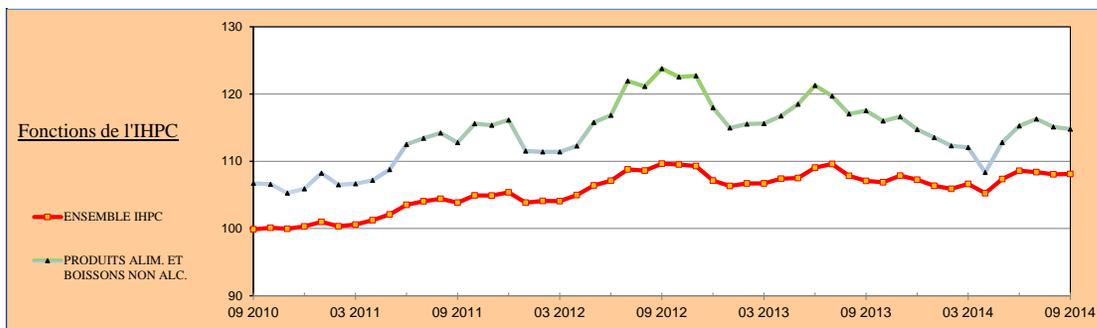
Secteur réel	3
Secteur finances publiques	9
Secteur monétaire	14
Secteur extérieur	17
Définitions et abréviations	22
Crédit des contributions	23

Secteur réel

Le troisième trimestre 2014 a connu, comparativement au trimestre précédent une légère hausse des prix à la consommation tirée par les produits alimentaires. Toutefois, les produits de l'élevage ont connu une baisse des prix. Quant à l'industrie, au deuxième trimestre 2014, la production industrielle poursuit sa tendance haussière.

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2008	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2013	2013	2014	2014	2014	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	108,2	107,3	106,3	107,1	108,2	1,0%	0,0%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	118,1	115,8	112,6	112,1	115,4	2,9%	-2,3%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	101,2	106,8	102,5	99,6	100,2	0,7%	-0,9%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	101,9	101,8	101,8	101,8	101,8	0,0%	0,0%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	116,2	116,6	115,2	117,8	116,6	-1,0%	0,3%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	98,6	98,6	98,7	98,8	98,8	0,0%	0,2%
SANTE	100,9	100,9	100,9	100,9	100,9	0,0%	0,0%
TRANSPORTS	106,0	106,0	108,8	114,6	114,6	0,0%	8,2%
COMMUNICATION	63,6	64,6	64,5	64,2	64,2	0,0%	1,0%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	97,0	96,2	96,2	96,3	96,3	0,0%	-0,8%
ENSEIGNEMENT	104,4	104,4	104,4	104,4	104,4	0,0%	0,0%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	116,0	113,9	113,4	113,2	113,6	0,4%	-2,1%
AUTRES BIENS ET SERVICES	103,9	103,9	104,3	105,0	104,9	-0,1%	1,0%



Au troisième trimestre 2014, le niveau général des prix à la consommation a augmenté de 1,0% en variation trimestrielle. Cependant, en glissement annuel, le niveau général des prix n'a pas varié.

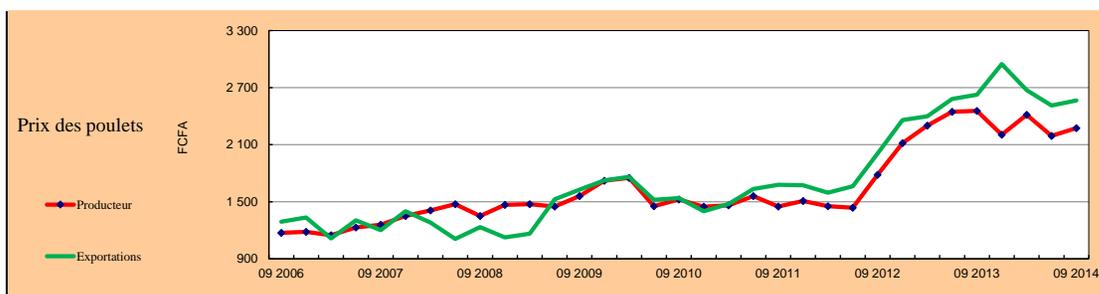
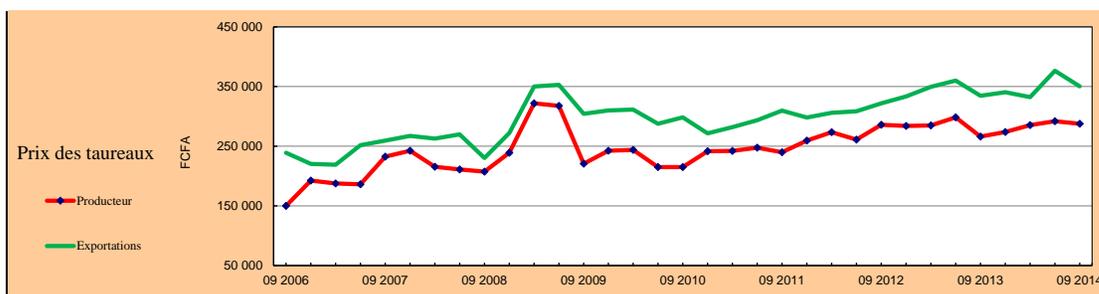
La légère hausse relevée en glissement trimestriel est surtout liée à une surenchère des biens alimentaires et boissons non alcoolisées (+2,9%) et des boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants (+0,7%).

La variation nulle enregistrée en glissement annuel est la résultante, d'une part, de la hausse des prix au niveau des fonctions "transports" (+8,2%), "communication" (+1,0%), "biens et services divers" (+1,0%), et d'autre part, de la baisse des prix des biens alimentaires et boissons non alcoolisées (-2,3%), des services de restauration et d'hôtellerie (-2,1%), des boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants (-0,9%). Les autres fonctions ayant enregistré de faibles variations de leurs prix.

En fin septembre 2014, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de -0,6% contre +1,7% en septembre 2013. La bonne tenue de la campagne agricole 2013-2014 et les mesures gouvernementales contre la vie chère expliqueraient cette déflation.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE								
Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement		
	2013	2013	2014	2014	2014	trimestriel	annuel	
	Prov							
Prix au producteur du taureau	266 177	273 740	285 368	291 750	287 556	-1,4%	8,0%	
Prix à l'exportation du taureau	334 647	340 563	332 147	376 460	350 293	-7,0%	4,7%	
Prix au producteur du bélier	40 558	42 954	42 579	38 758	39 513	1,9%	-2,6%	
Prix à l'exportation du bélier	46 604	47 582	48 886	49 622	53 444	7,7%	14,7%	
Prix au producteur du bouc	20 854	23 931	25 568	22 996	21 395	-7,0%	2,6%	
Prix à l'exportation du bouc	30 578	34 321	38 165	33 971	32 944	-3,0%	7,7%	
Prix au producteur du poulet	2 456	2 205	2 414	2 193	2 275	3,7%	-7,4%	
Prix à l'exportation du poulet	2 625	2 948	2 674	2 512	2 566	2,1%	-2,2%	
Prix au producteur de la pintade	2 482	2 464	2 343	2 275	2 439	7,2%	-1,7%	
Prix à l'exportation de la pintade	2 979	3 023	2 504	2 509	2 517	0,3%	-15,5%	



Au troisième trimestre le marché du bétail s'est caractérisé par une hausse du niveau des prix du bélier et prix de la volaille comparativement au trimestre précédent.

Les prix moyens de taureau observés sur les marchés affichent une tendance à la baisse (-1,4% sur les marchés de production et -7,0% sur les marchés d'exportation). De manière générale, cette tendance des prix serait liée à la baisse de la demande. En effet; la demande extérieure de bovins sur pieds a baissé de 8,8% entraînant du même coup la baisse des prix sur les marchés de production. En glissement annuel, le niveau global des prix du taureau est resté toujours au-dessus de ceux observés en 2013 et est de 8,0% au niveau des marchés de production et de 4,7% sur les marchés d'exportation.

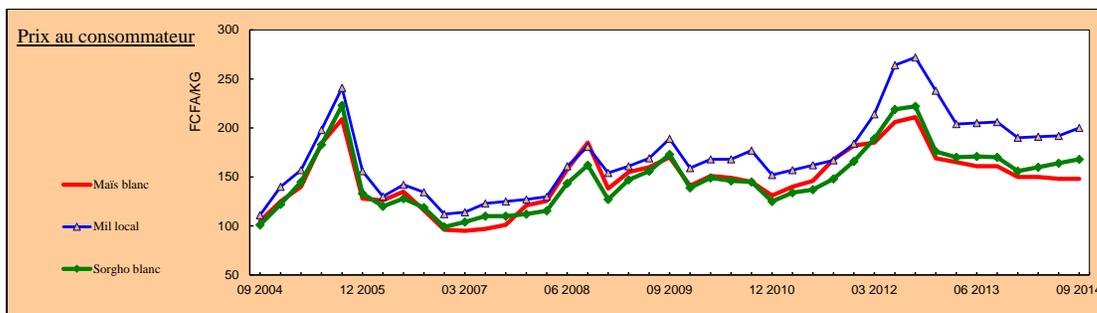
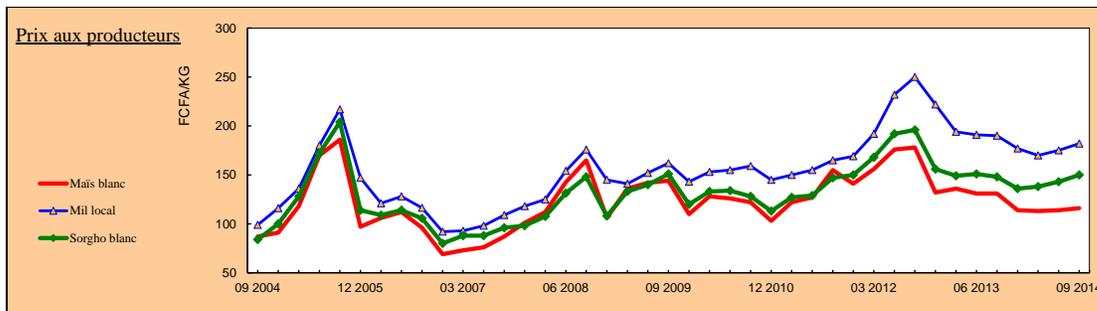
Le caractère sacré que révèle les ovins pour la fête de « Tabaski » a contribué au renchérissement des prix du bélier de 1,9% sur les marchés de production et de 7,7% sur les marchés d'exportation. Contrairement aux prix du bélier, ceux du bouc ont connu une baisse comparativement à leur niveau du deuxième trimestre 2014. Ces diminutions vont de 3,0% sur les marchés d'exportation à 7,0% sur les marchés de production. Ainsi donc, les prix du bouc ont variés entre 21 395 FCFA et 32 944 FCFA et ceux du bélier entre 39 513 FCFA et 53 444 FCFA au cours de la même période. Comparés au 3e trimestre de 2013, les prix restent en hausse sur les marchés d'exportation de 14,7% pour le bélier et de 7,7% pour le bouc.

La hausse des mercuriales de la volaille amorcée au trimestre écoulé s'est poursuivie avec la hausse du prix du poulet de 3,7% sur les marchés de production et de 2,1% sur les marchés d'exportation. Les prix de pintade ont connu des évolutions similaires (+7,2% sur les marchés de production et +0,3% sur les marchés d'exportation). En glissement annuel, les prix affichés sur tous les marchés production ont eu une tendance baissière.

Sources : M.R.A.H. / D.G.P.S.E.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2013	2013	2014	2014	2014	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	131,0	114,0	113,0	114,0	116,0	1,8%	-11,5%
Prix au consommateur du maïs blanc	161,0	150,0	150,0	148,0	148,0	0,0%	-8,1%
Prix au producteur du mil local	190,0	177,0	170,0	175,0	182,0	4,0%	-4,2%
Prix au consommateur du mil local	206,0	190,0	191,0	192,0	200,0	4,2%	-2,9%
Prix au producteur du sorgho blanc	148,0	136,0	138,0	143,0	150,0	4,9%	1,4%
Prix au consommateur du sorgho blanc	170,0	156,0	160,0	164,0	168,0	2,4%	-1,2%



Au cours de ce troisième trimestre, la disponibilité céréalière a été satisfaisante sur l'ensemble des marchés. Les stocks commerçants étaient à un bon niveau tout au long du trimestre. La demande sur les marchés est demeurée stable avec de légère hausse dans les régions du Sahel et du Nord, par rapport au trimestre antérieur. Une légère hausse qui s'explique par la dépendance aux marchés des ménages vulnérables suite à la période de soudure. Malgré la légère hausse de la demande, les prix des céréales au cours de cette période de soudure n'ont pas beaucoup varié contrairement à une année normale où les prix flambent et atteignent un pic à cette période. La principale cause de ces faibles variations est la bonne disponibilité des céréales sur les marchés mais aussi la présence des boutiques témoins du Projet d'appui à la sécurité alimentaire (PASA) qui augmente la disponibilité et facilite l'accessibilité des céréales aux populations.

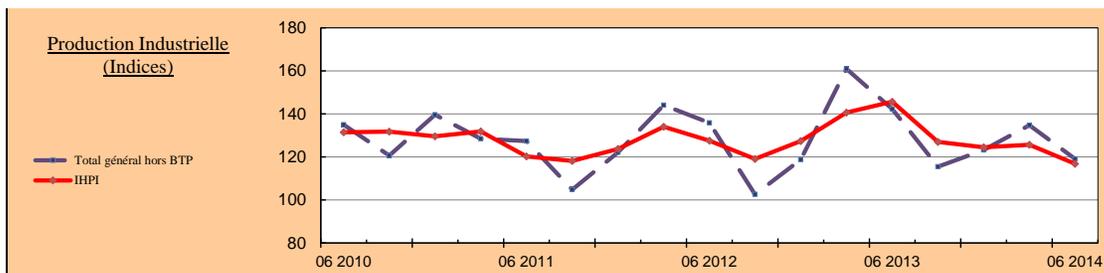
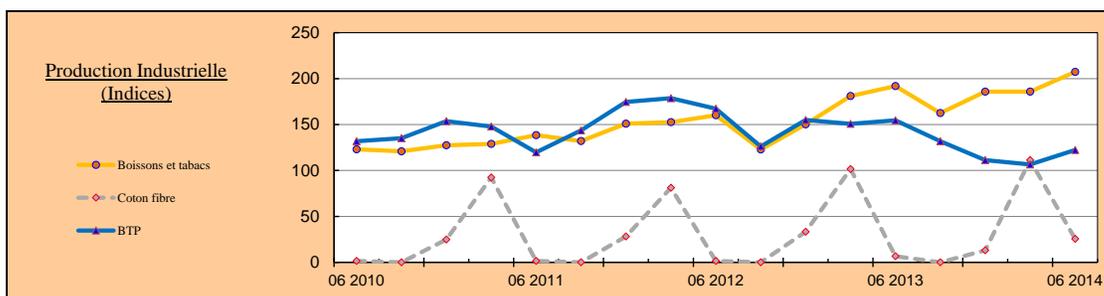
Pour ce troisième trimestre, les prix moyens à la consommation ont été de 148 FCFA/Kg pour le maïs, 200 FCFA/Kg pour le mil et 168 FCFA/kg pour le sorgho. De ces niveaux de prix, il ressort des variations par rapport au trimestre précédent de +4% pour le mil et de +2% pour le sorgho. Le maïs est demeuré stable. Par rapport au même trimestre de l'année passée, les prix moyens actuels sont en baisse de 8% pour le maïs, de 3% pour le mil et 1% pour le sorgho. La comparaison par rapport à la moyenne quinquennale donne des variations en baisse de 14% pour le maïs et une stabilité pour le mil et le sorgho.

Les prix des céréales les plus élevés du trimestre demeurent sur les marchés des régions du Sahel (Gorom-Gorom et Dori), du Centre (Sankaryaré), du Nord (Djibo) et de l'Est (Fada N'gourma, Bogandé,) avec des prix moyens du sac de 100 Kg à 14 000 FCFA pour le maïs, 16 000 FCFA pour le sorgho et 20 000 FCFA le mil. Les prix les moins élevés ont été enregistrés dans les régions de la Boucle du Mouhoun (Djibasso, Fara, Gassan), du Centre-Est (Kompienga), des Hauts-Bassins (N'Dorola, Faramana) et des Cascades (Douna) avec des moyennes de 12 000 FCFA le sac de maïs, 13 500 FCFA le sac de sorgho et 18 000 FCFA le sac de mil.

Sources : M.A.S.A. / SO.NA.GE.S.S.

INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2013	2013	2013	2014	2014	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFTTEX)	6,6	0,0	13,1	111,2	25,5	-77,1%	284,2%
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	170,7	146,3	158,8	165,1	168,3	1,9%	-1,4%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	13,7	6,5	15,3	107,1	36,7	-65,7%	168,9%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	926,5	814,9	1 119,7	1 146,3	1 019,9	-11,0%	10,1%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	148,2	125,1	126,3	143,0	152,7	6,8%	3,0%
BOISSONS ET TABAC	191,8	162,5	185,8	185,7	207,2	11,6%	8,1%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	148,2	125,1	126,3	143,0	152,7	6,8%	3,0%
BOULANGERIES, MEUNERIES	175,0	179,8	146,3	137,2	129,9	-5,3%	-25,7%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	125,8	109,7	102,7	123,6	88,6	-28,3%	-29,6%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFTTEX)	84,5	72,2	37,6	65,8	150,2	128,1%	77,8%
INDUSTRIES CHIMIQUES	76,6	72,9	58,0	76,6	77,3	0,9%	0,9%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	8,3	8,0	12,1	4,6	9,7	109,0%	16,7%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	169,6	125,5	119,0	107,4	165,4	54,0%	-2,4%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	154,5	131,7	111,2	106,5	122,2	14,7%	-20,9%
TOTAL GENERAL HORS BTP	142,2	115,4	123,2	134,7	119,1	-11,6%	-16,3%
IHPI	143,9	117,6	121,6	140,7	149,8	6,4%	4,1%



Au deuxième trimestre 2014, la production industrielle poursuit sa tendance haussière. L'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) base 100 en 2007 s'est amélioré tant en glissement trimestriel qu'en glissement annuel pour s'établir à 149,8, traduisant ainsi une augmentation en niveau de la production industrielle. Les évolutions en glissement trimestriel et annuel de l'IHPI sont respectivement de +6,4% et +4,1%.

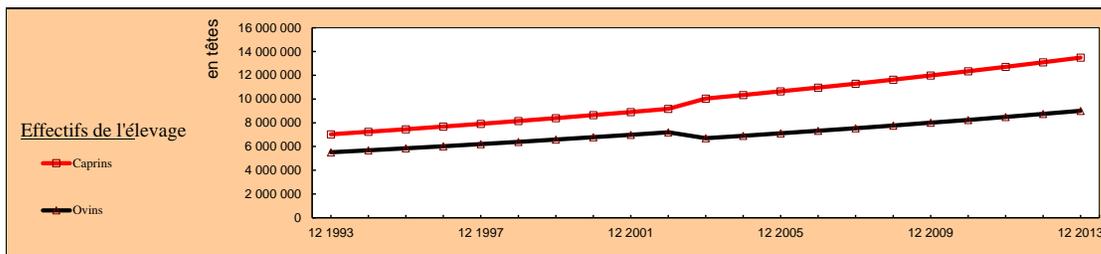
Cette amélioration de l'IHPI s'explique principalement par l'augmentation de la production dans les industries de boissons et de tabac, dans le secteur eau, électricité, gaz et dans celui du BTP. En effet, l'indice des industries de fabrication de boissons et de tabac est en nette hausse et atteint 207,2, soit une augmentation de 11,6% en glissement trimestriel et 8,1% en glissement annuel. Aussi, la production dans le secteur eau, électricité, gaz, connaît une hausse de 54,0%, due à l'augmentation de la production d'énergie électrique et d'eau courante. En glissement annuel, l'indice est en légère baisse (-2,4%). Enfin, l'indice du secteur du BTP, mesuré à travers celui des industries de fabrication de matériaux de construction, malgré une baisse de 20,9% en glissement annuel, enregistre une hausse (14,7%) en glissement trimestriel.

L'industrie textile connaît une baisse d'activité saisonnière. En effet, l'indice des industries d'égrenage de coton enregistre une baisse de 77,1% en glissement trimestriel mais une hausse importante (+284,2%) par rapport au deuxième trimestre de 2013. Les industries alimentaires connaissent également une baisse significative de leurs productions, matérialisée par une décreue tant en glissement trimestriel (-28,9%) qu'annuel (-29,6%).

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2009	déc 2010	déc 2011	déc 2012	déc 2013	Croissance moyenne	
						2009-2013	2012-2013
Effectif de bovins (en têtes)	8 233 845	8 398 499	8 566 448	8 737 757	8 912 491	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	8 003 164	8 243 238	8 490 513	8 745 206	9 007 538	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	11 982 987	12 342 454	12 712 705	13 094 064	13 486 864	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	36 420	37 512	38 638	39 797	40 991	3,0%	3,0%

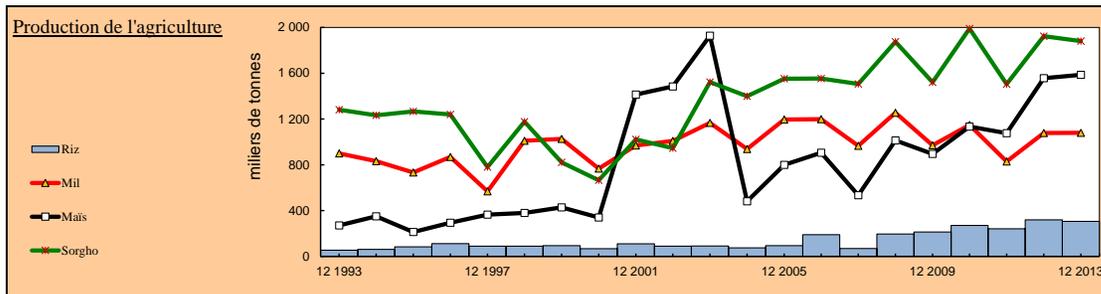


L'estimation des effectifs du cheptel en 2013 à partir des résultats de l'ENEC II nous renseigne que la volaille reste l'espèce la plus importante en terme d'effectif. Les ménages ont souvent recours à cette espèce pour obtenir de la liquidité, c'est d'ailleurs pour cela que son taux d'exploitation est le plus élevé (80%). Les petits ruminants quant à eux restent les plus exportés sur pieds (53,7% en 2012). Le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques compte mettre en œuvre en 2014 l'Enquête Nationale sur le Cheptel. Cette Enquête permettra d'actualiser les effectifs du cheptel et les paramètres zootechniques.

Sources : M.R.A.H. / D.G.P.S.E.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2009	déc 2010	déc 2011	déc 2012	déc 2013	Croissance moyenne	
						2009-2013	2012-2013
Production brute totale de céréales	3 626 637	4 560 574	3 666 405	4 898 544	4 869 723	7,6%	-0,6%
dont : Production brute de mil	970 927	1 147 894	828 741	1 078 394	1 078 570	2,7%	0,0%
dont : Production brute de sorgho	1 521 468	1 990 228	1 505 543	1 923 805	1 880 465	5,4%	-2,3%
dont : Production brute de maïs	894 558	1 133 452	1 076 754	1 556 316	1 585 418	15,4%	1,9%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	213 584	270 658	240 865	319 390	305 382	9,3%	-4,4%



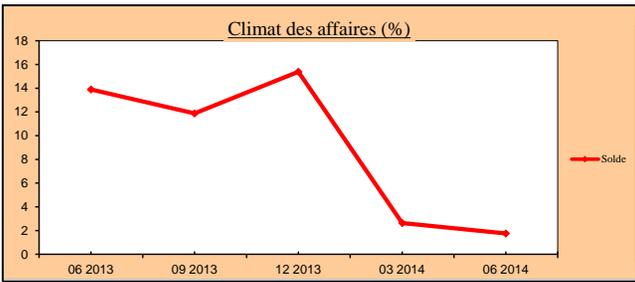
Le troisième trimestre a été marqué par le suivi et l'évaluation de la campagne agricole 2014/2015. Cette campagne a été marquée par une installation précoce des pluies sur la majeure partie du pays. La majorité des postes pluviométriques du réseau météorologique avait enregistré au cours des mois d'avril et de mai des cumuls de pluie suffisants pour permettre la réussite des semis, présageant ainsi un début précoce de la saison agricole. La période juin-début juillet a été caractérisée par une mauvaise répartition spatio-temporelle des pluies suivant les régions et les provinces. Ce qui a favorisé des séquences sèches, plus ou moins longues au cours du mois de juin, période de semis par excellence.

C'est véritablement au cours de la troisième décennie de juillet que la saison s'est installée sur l'ensemble du pays à l'exception des localités situées dans la partie sud du pays. En dépit des pluies précoces, l'installation des semis reste similaire à la normale (1981-2010). Toutefois, les opérations de semis n'ont pu être poursuivies de façon régulière du fait de la mauvaise répartition des pluies.

D'une manière générale on a noté une bonne évolution de la campagne malgré une installation difficile et des retards constatés dans les provinces de l'Oudalan, du Séno, du Noubiel, du Yatenga et de la Tapoa. De longues poches de sécheresse ont également été notées dans plusieurs provinces notamment, le Soum, l'Ouadalan, la Tapoa, le Loroum et le Yatenga. En fin de trimestre, les prémices de récoltes de maïs, d'arachide et de patate se retrouvaient sur la plupart des marchés.

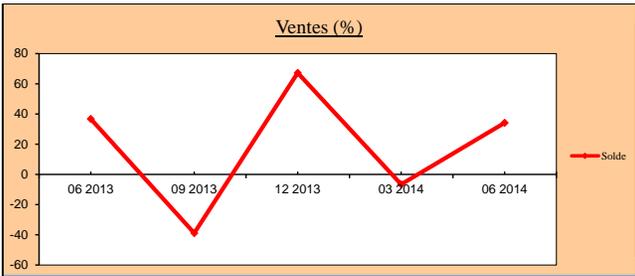
Sources : M.A.S.A. / SO.NA.GE.S.S. et D.G.E.S.S.

SOLDES D'OPINION



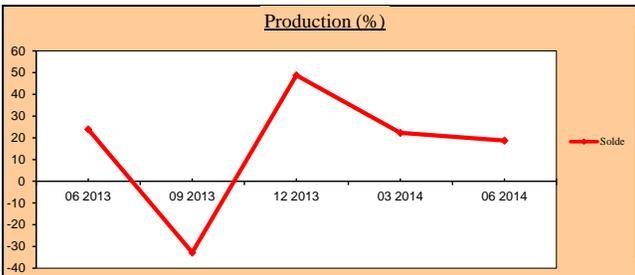
Climat des affaires

Conformément à leurs anticipations un trimestre plus tôt, les chefs d'entreprises estiment que le climat des affaires a été favorable au deuxième trimestre 2014.



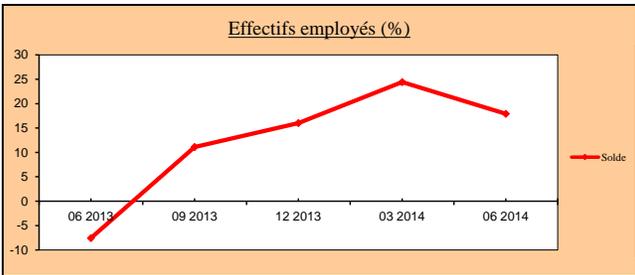
Ventes

Cet environnement économique favorable a notamment profité aux ventes. En effet, par rapport au premier trimestre 2014, les ventes sont ressorties en hausse au deuxième trimestre 2014.



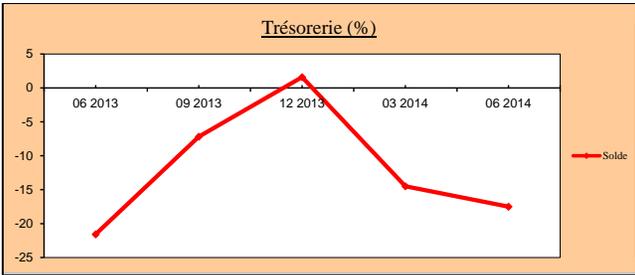
Production

Aussi, la production a enregistré au deuxième trimestre 2014, en glissement annuel, son troisième trimestre consécutif de hausse.



Effectifs employés

Par ailleurs, les effectifs employés ont augmentés au deuxième trimestre comparés à leur niveau au premier trimestre 2014.



Trésorerie des entreprises

Cependant, la bonne orientation de l'activité n'a pas permis d'atténuer les tensions de trésorerie qui continuent de persister depuis le début de l'année 2014.

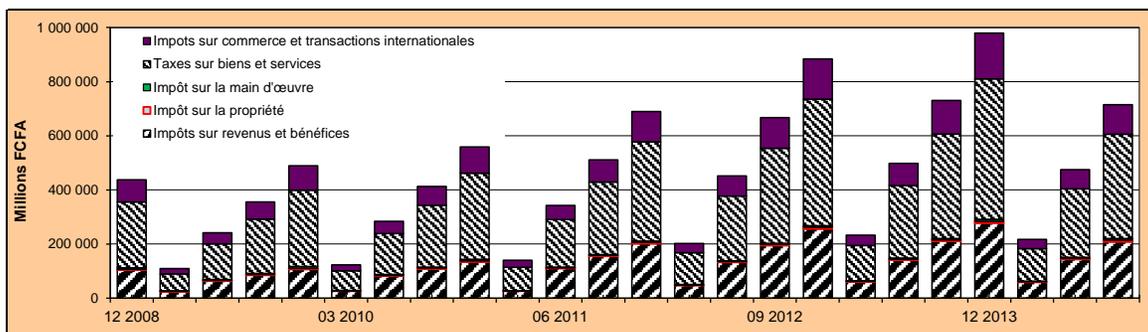
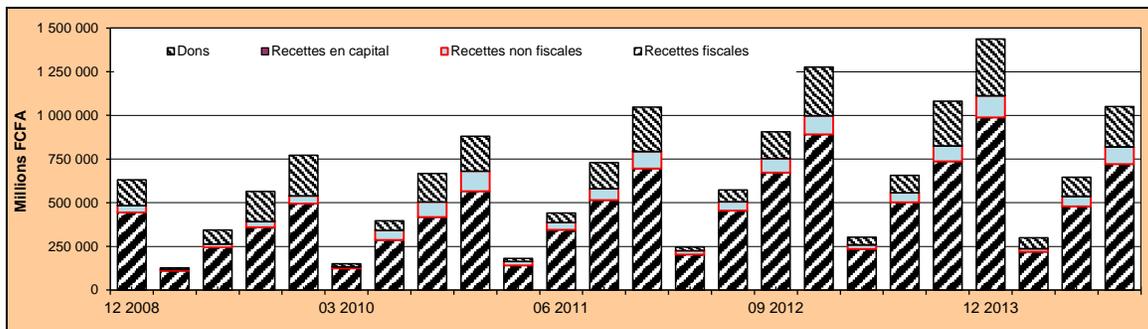
Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat serait ressortie déficitaire à fin septembre 2014. Le déficit global base engagement se serait établi à 103,2 milliards de francs CFA, contre un excédent de 0,3 milliards pour la même période l'année précédente. Hors dons, on constate que ce déficit s'accroît (-332,7 milliards de francs CFA) alors qu'il était de 255,9 milliards de francs CFA au 30 septembre 2013.

RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2014)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2013	2013	2014	2014	2014		
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Recettes totales et dons	1 672 172,4	1 081 379,7	1 437 672,6	299 150,1	645 811,3	1 050 256,2	62,8%	-2,9%
Recettes totales	1 291 832,3	825 207,0	1 113 308,9	237 060,7	537 374,1	820 751,6	63,5%	-0,5%
Recettes courantes	1 291 667,8	825 159,3	1 113 198,0	237 060,6	537 362,5	820 740,0	63,5%	-0,5%
Recettes fiscales	1 158 479,4	737 284,3	988 776,3	218 955,6	478 639,5	720 942,3	62,2%	-2,2%
Impôts sur revenus et bénéfices	331 853,1	209 864,7	277 016,6	59 004,8	143 041,6	207 819,3	62,6%	-1,0%
Impôt sur la main d'œuvre	7 513,9	5 518,0	7 285,7	1 986,4	3 893,3	5 648,4	75,2%	2,4%
Taxe sur les biens et services	612 171,4	385 471,5	519 037,9	120 288,0	252 892,7	385 745,2	63,0%	0,1%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	191 409,7	124 318,6	169 449,9	34 516,9	71 383,0	108 799,8	56,8%	-12,5%
Autres recettes fiscales	7 723,8	6 783,3	8 904,9	1 635,8	3 574,6	6 160,8	79,8%	-9,2%
Recettes non fiscales	133 188,4	87 875,0	124 421,8	18 105,0	58 723,0	99 797,8	74,9%	13,6%
Recettes en capital	164,464	47,673	110,846	0,092	11,622	11,570	7,0%	-75,7%
Dons	380 340,1	256 172,7	324 363,7	62 089,4	108 437,1	229 504,6	60,3%	-10,4%
Projets	266 735,7	144 276,3	205 230,1	25 360,7	59 906,8	131 694,9	49,4%	-8,7%
Programmes	113 604,4	111 896,4	119 133,6	36 728,7	48 530,3	97 809,7	86,1%	-12,6%



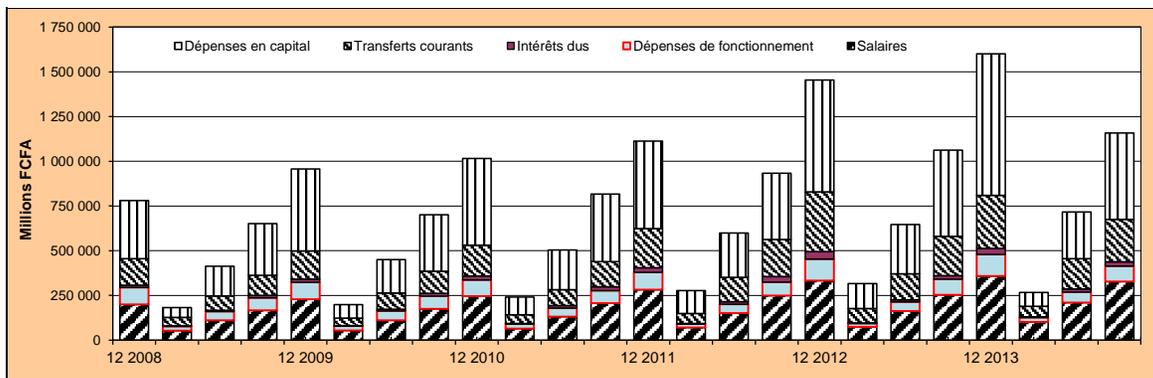
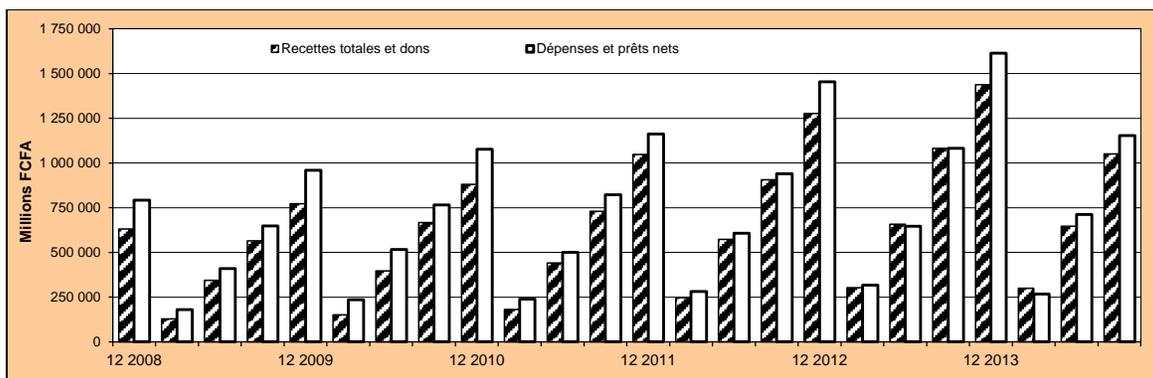
Au titre des recettes totales et dons, le TOFE affiche un niveau cumulé de réalisation de 1 050,3 milliards de FCFA à fin septembre 2014, contre 1 081,4 milliards de FCFA à la même période en 2013, soit une baisse de 2,9%. Cette variation s'explique essentiellement par une contraction des dons (-10,4%) par rapport à la même période en 2013.

Les recettes propres auraient été recouvrées à hauteur de 820,7 milliards de francs CFA à fin Septembre 2014 contre 825,2 milliards de francs CFA une année auparavant, correspondant à une baisse 4,5 milliards FCFA. Le recouvrement des recettes non fiscales s'établit à 99,8 milliards de francs CFA, contre 87,9 milliards de FCFA en fin septembre 2013 soit une hausse de 11,9 milliards de FCFA.

La mobilisation des dons s'élèverait à 229,5 milliards au troisième trimestre 2014 contre 256,2 milliards la même période en 2013. Cette baisse du niveau de leur mobilisation est due à la contraction simultanée des dons programmes et des dons projets. En effet, comparativement à fin septembre 2013, les dons mobilisés dans le cadre de l'exécution des différents projets de développement et des appuis budgétaires ont connu une baisse pour s'établir respectivement à 131,7 milliards de FCFA et 97,8 milliards de FCFA.

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

DEPENSES ET PRETS NETS								
DEPENSES CUMULEES	Prévision budgétaire (2014)	3. Trim. 2013	4. Trim. 2013	1. Trim. 2014	2. Trim. 2014	3. Trim. 2014	Taux d'exécution	Glissement annuel
(En millions Francs CFA)		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Dépenses et prêts nets	1 746 061,9	1 081 106,0	1 614 140,8	266 735,2	712 046,4	1 153 446,6	66,1%	6,7%
Dépenses	1 750 062	1 061 986,2	1 600 587,6	266 861,4	716 269,3	1 158 267,2	66,2%	9,1%
Dépenses courantes	850 279	580 158,3	809 373,4	189 422,3	455 608,4	674 667,6	79,3%	16,3%
Salaires	401 045	252 809,2	357 868,8	101 446,3	209 405,9	327 537,8	81,7%	29,6%
Dépenses de fonctionnement	130 445	87 826,7	120 803,8	25 117,1	59 522,5	86 347,1	66,2%	-1,7%
Intérêts dus	29 521	19 193,9	34 755,3	3 196,5	17 484,1	23 937,6	81,1%	24,7%
Transferts courants	289 267	220 328,5	295 945,5	59 662,4	169 196,0	236 845,1	81,9%	7,5%
Dépenses en capital	899 783	481 828,0	791 214,2	77 439,1	260 661,0	483 599,6	53,7%	0,4%
financées sur ressources propres	521 239	268 120,3	468 061,9	42 837,6	165 299,6	302 756,4	58,1%	12,9%
Prêts nets	-4 000	19 119,8	13 553,2	-126,2	-4 222,9	-4 820,6	120,5%	-125,2%



Au titre des dépenses et prêts nets, le TOFE enregistre un niveau cumulé d'exécution de 1 153,4 milliards de FCFA à fin septembre 2014 contre 1 081,1 milliards de FCFA à la même période en 2013, soit une hausse de 72,3 milliards de FCFA expliquée principalement par la hausse importante des dépenses courantes (+94,5 milliards de FCFA).

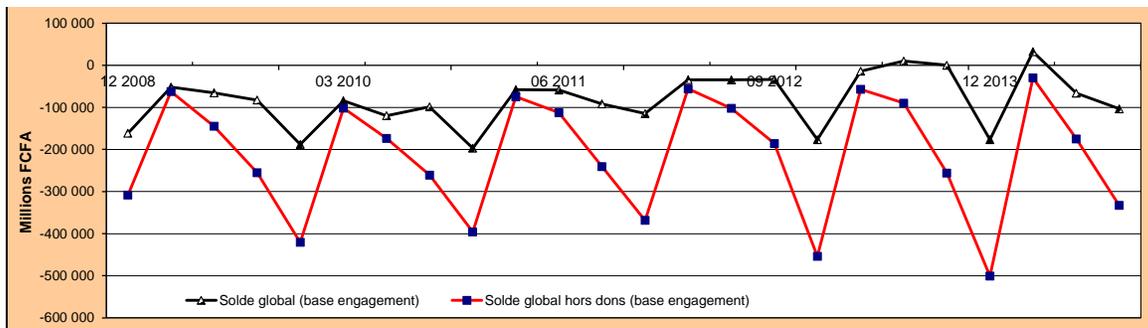
Les dépenses courantes sont passées de 580,2 milliards de FCFA à fin septembre 2013 pour s'établir à 674,7 milliards de FCFA à fin septembre 2014, soit une hausse de 16,3%. Ce niveau d'exécution s'explique essentiellement par une hausse des dépenses liées au personnel ainsi que celles des transferts qui enregistrent des niveaux cumulés respectifs de 327,5 milliards de FCFA et 236,8 milliards de FCFA.

Le niveau des dépenses en capital est ressorti à 483,6 milliards de FCFA, soit une hausse de 1,8 milliards de FCFA comparativement à fin septembre 2013.

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

SOLDES ET FINANCEMENT

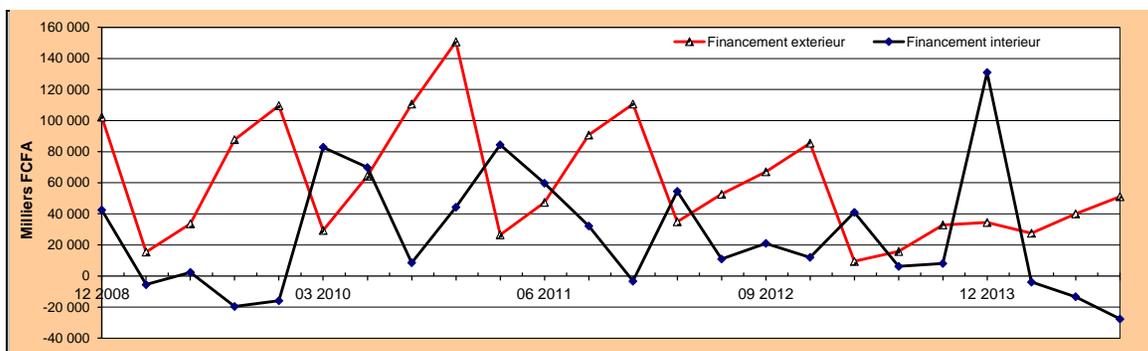
SOLDE GLOBAL (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2014)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2013	2013	2014	2014	2014		
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Solde global (base engagement)	-73 889,5	273,7	-176 468,2	32 414,8	-66 235,2	-103 190,4	139,7%	-37807,1%
Solde global hors dons (base engagement)	-454 230	-255 899,0	-500 831,9	-29 674,6	-174 672,3	-332 695,0	73,2%	30,0%
Solde primaire	-424 709	-236 705,1	-466 076,7	-26 478,1	-157 188,3	-308 757,4	72,7%	30,4%
Solde de base	-75 685	-64 471,2	-235 129,8	3 390,7	-84 056,6	-157 471,6	208,1%	144,3%
Solde global (base caisse)	-73 889,5	-36 497,8	-164 012,6	-17 688,2	-23 607,0	-17 212,8	23,3%	-52,8%
Solde global hors dons (base caisse)	-454 229,6	-292 670,5	-488 376,4	-79 777,7	-132 044,1	-246 717,5	54,3%	-15,7%



A fin septembre 2014, le solde des opérations financières de l'Etat est ressorti déficitaire de 103,2 milliards de FCFA contre un excédent de 0,3 milliards de FCFA à la même période en 2013, d'où une dégradation de 102,9 milliards de FCFA.

Quant au solde global "base caisse", il est ressorti déficitaire de 17,2 milliards de FCFA contre un déficit de 36,5 milliards de FCFA une année auparavant.

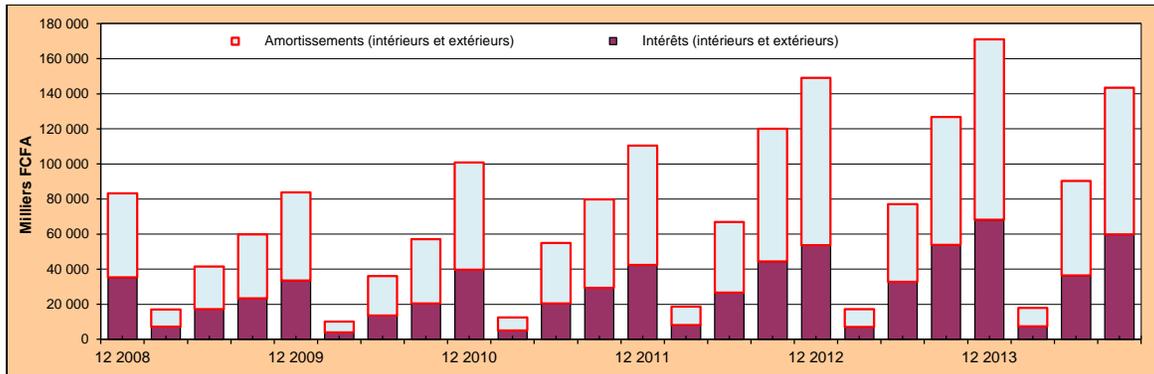
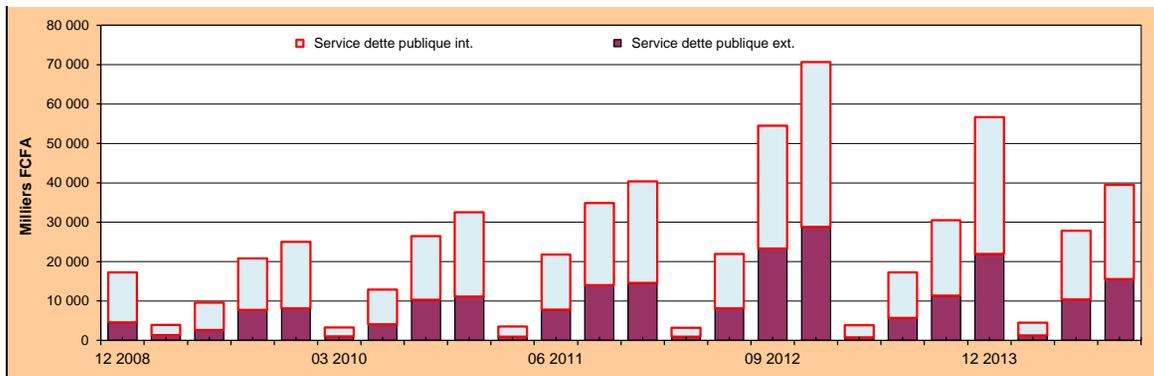
FINANCEMENT (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2014)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2013	2013	2014	2014	2014		
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Financement	18 889,5	40 920,5	165 378,0	23 655,3	26 701,6	23 440,7	124,1%	-42,7%
Financement extérieur	74 552,5	32 881,1	34 445,6	27 573,0	40 060,5	51 061,6	68,5%	55,3%
Décaissements extérieurs	102 308,6	47 151,5	60 472,0	31 724,2	54 728,4	67 548,1	66,0%	43,3%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-27 756,1	-14 270,4	-26 026,4	-4 151,2	-14 667,9	-16 486,4	59,4%	15,5%
Ajustement taux de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	-55 663,1	8 039,4	130 932,5	-3 917,7	-13 358,9	-27 620,9	49,6%	-443,6%
Financement bancaire	-55 663,1	-1 184,8	138 636,5	-38 203,7	-23 306,5	-26 242,1	47,1%	2114,8%
Secteur non bancaire	0,0	9 224,2	-7 704,1	34 285,9	9 947,6	-1 378,8		-114,9%
Gap de financement	-55 000,0	-4 422,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	-100,0%



Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En millions Francs CFA)	Prédiction budgétaire (2014)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2013	2013	2014	2014	2014		
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Total service dette publique	149 069,0	72 965,6	102 893,6	10 585,8	53 874,9	83 734,9	56,2%	14,8%
Amortissements (int. et ext.)	111 175	53 771,7	68 138,3	7 389,3	36 390,8	59 797,3	53,8%	11,2%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	37 894	19 193,9	34 755,3	3 196,5	17 484,1	23 937,6	63,2%	24,7%
Service dette publique int.	112 940,0	50 836,0	64 046,9	4 530,2	32 123,0	58 857,1	52,1%	15,8%
Amortissements	83 419	39 501,3	42 111,9	3 238,1	21 722,9	43 310,9	51,9%	9,6%
Intérêts	29 521	11 334,7	21 934,9	1 292,1	10 400,0	15 546,2	52,7%	37,2%
Service dette publique ext.	36 129,0	22 129,6	38 846,8	6 055,6	21 751,9	24 877,8	68,9%	12,4%
Amortissements	27 756	14 270,4	26 026,4	4 151,2	14 667,9	16 486,4	59,4%	15,5%
Intérêts	8 373	7 859,2	12 820,3	1 904,4	7 084,0	8 391,4	100,2%	6,8%
Service dette ext./recettes totales	2,8%	2,7%	3,5%	2,6%	4,0%	3,0%	108,4%	13,0%

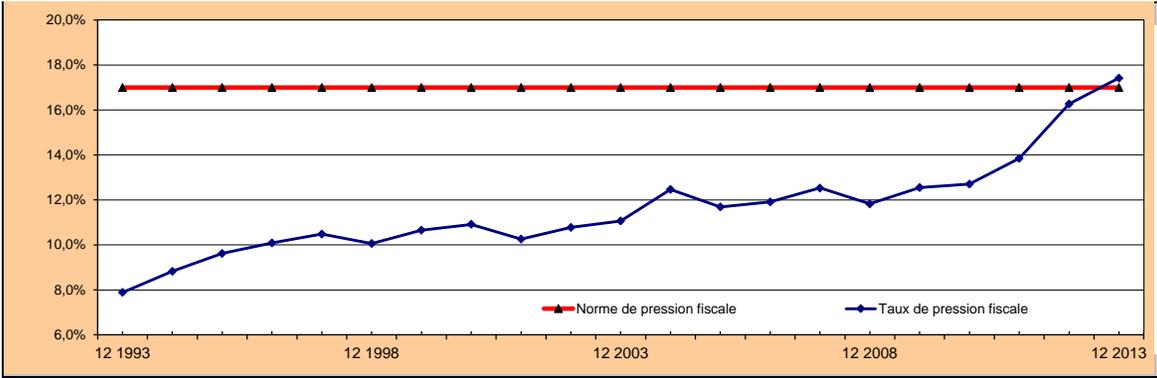


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales" est évalué à 03% au 30 septembre 2014 contre 2,7 % au 30 septembre de l'année dernière.

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes	12 2009	12 2010	12 2011	12 2012	12 2013
		Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
Critères de 1er rang						
Soldes budgétaires de base / PIB nominal	≥ 0%	-5,6%	-2,9%	-2,3%	-4,3%	-3,9%
Taux d'inflation	≤ 3%	2,6%	-0,6%	2,8%	3,8%	0,5%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤ 70%	27,5%	29,7%	29,0%	30,1%	29,7%
Critères de 2nd rang						
Investissements sur ressources propres / Recettes fiscales	≥ 20%	47,6%	49,0%	40,7%	45,2%	47,3%
Masse salariale / Recettes fiscales	≤ 35%	46,2%	43,5%	40,5%	37,3%	36,2%
Solde extérieur courant / PIB nominal	≤ 5%	-9,1%	-6,1%	-5,3%	-5,5%	-10,9%
Taux de pression fiscale	≥ 17%	12,5%	12,7%	13,8%	16,3%	17,4%



Sources : M.E.F.

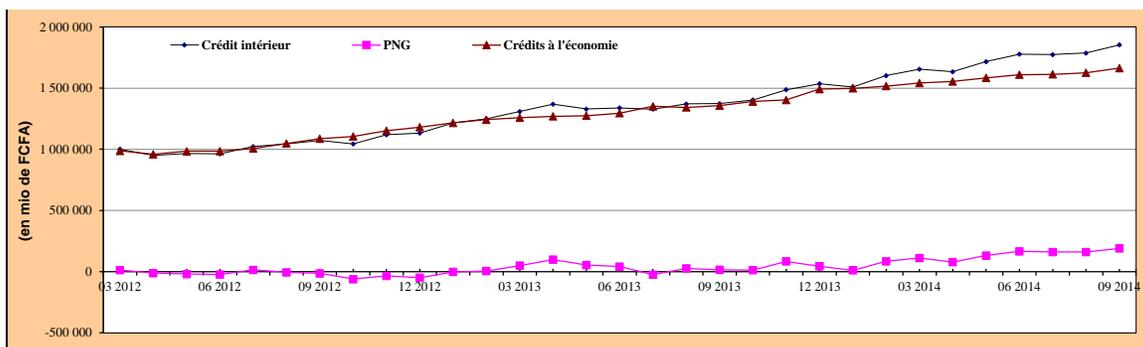
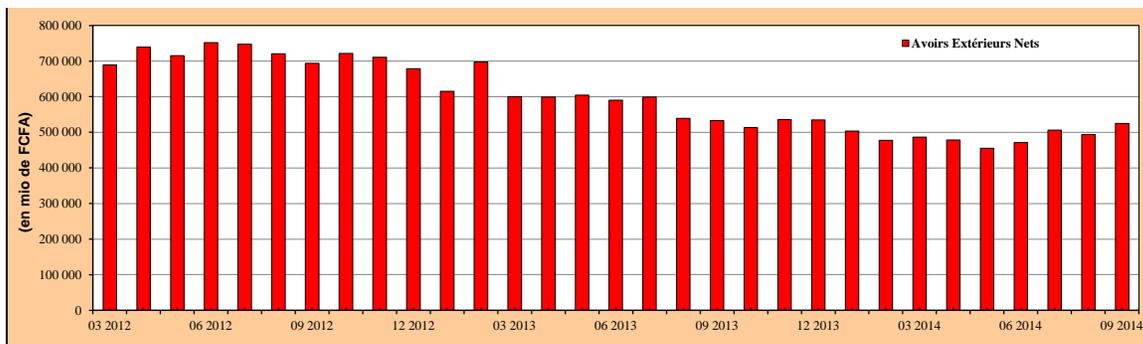
Secteur monétaire

AGREGATS MONETAIRES

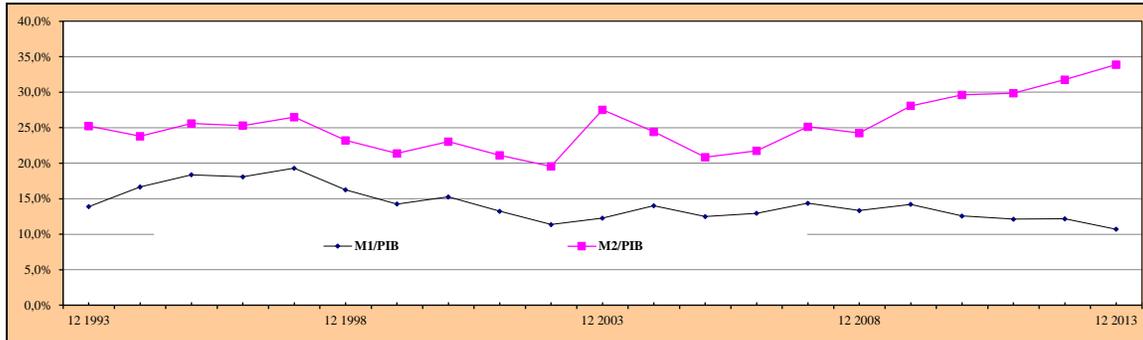
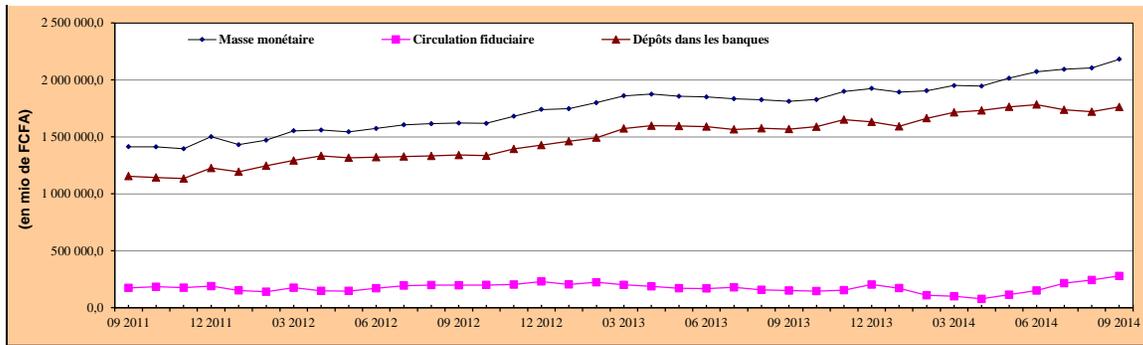
L'évolution des agrégats monétaires entre fin juin et fin septembre 2014 a été marquée par une hausse des avoirs extérieurs nets (+11,5%), du crédit intérieur (+4,3%) et de la masse monétaire (+5,2%).

AGREGATS MONETAIRES En mio de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	3. Trim. 2013	4. Trim. 2013	1. Trim. 2014	2. Trim. 2014	3. Trim. 2014	Variation			
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1
Est.									
Avoirs Extérieurs Nets	532 831,9	534 897,3	486 472,7	471 133,4	525 109,3	53 975,9	11,5%	-7 722,6	-1,4%
BCEAO	129 975,9	45 158,3	-58 522,3	-62 325,6	-15 212,7	47 112,9	-75,6%	-145 188,6	-111,7%
Banques	402 856,0	489 739,0	544 995,0	533 459,0	540 322,0	6 863,0	1,3%	137 466,0	34,1%
Crédit intérieur	1 373 338,2	1 536 458,6	1 655 028,6	1 777 507,3	1 853 597,9	76 090,7	4,3%	480 259,7	35,0%
PNG	15 991,7	44 167,5	112 423,7	166 501,2	190 489,7	23 988,5	14,4%	174 498,0	1091,2%
Crédits à l'économie	1 357 346,5	1 492 291,0	1 542 604,9	1 611 006,1	1 663 108,2	52 102,1	3,2%	305 761,7	22,5%
dont crédits à court terme	774 689,5	882 829,0	881 603,9	907 749,1	932 427,2	24 678,1	2,7%	157 737,7	20,4%
dont crédits de campagne	18 439,0	12 629,0	56 590,0	62 799,0	57 715,0	-5 084,0	-8,1%	39 276,0	213,0%
dont crédits à moyen et long terme	564 218,0	596 833,0	604 411,0	640 458,0	672 966,0	32 508,0	5,1%	108 748,0	19,3%
Masse monétaire	1 811 096,9	1 924 483,6	1 949 846,3	2 072 465,3	2 181 099,1	108 633,9	5,2%	370 002,2	20,4%
Circulation fiduciaire	149 908,7	203 148,2	100 072,5	151 268,7	278 665,9	127 397,1	84,2%	128 757,2	85,9%
Dépôts dans les banques	1 568 220,0	1 631 180,1	1 715 237,6	1 783 058,5	1 762 199,4	-20 859,1	-1,2%	193 979,4	12,4%
dont dépôts à vue	723 502,0	781 917,1	814 687,6	853 116,5	801 186,4	-51 930,1	-6,1%	77 684,4	10,7%
dont dépôts à terme	555 364,0	549 042,0	584 498,0	594 150,0	619 201,0	25 051,0	4,2%	63 837,0	11,5%
Autres Postes Nets	95 073,2	146 872,3	191 655,0	176 175,4	197 608,1	21 432,7	12,2%	102 534,9	107,8%

AGREGATS MONETAIRES	déc.09	déc.10	déc.11	déc.12	déc.13
Est.					
M1/PIB	14,2%	12,6%	12,1%	12,2%	10,7%
M2/PIB	28,1%	29,6%	29,9%	31,8%	33,9%



Les Avoirs Extérieurs Nets (AEN) sont passés de 471,1 milliards de FCFA à fin juin 2014 à 525,1 milliards de FCFA à fin septembre 2014, soit un accroissement de 54,0 milliards de FCFA (+11,5%). Cette progression est imputable à celle des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale (+47,1 milliards de FCFA) et des banques de dépôts (+6,9 milliards de FCFA).



L'augmentation des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale de 47,1 milliards de FCFA (+75,6%) résulte de l'accroissement plus important de ses avoirs extérieurs bruts par rapport à celui de ses engagements extérieurs. En effet, les avoirs extérieurs bruts de la BCEAO se sont établis à 247,0 milliards de FCFA à fin septembre 2014 contre à 186,6 milliards de FCFA à fin juin 2014, soit une hausse de 60,4 milliards de FCFA (+32,3%). Quant aux engagements extérieurs, ils se sont situés à 262,2 milliards de FCFA à fin septembre 2014, contre 249,0 milliards de FCFA à fin juin 2014, soit un accroissement de 13,2 milliards de FCFA (+5,3%). Cette évolution des AEN de la BCEAO est en lien avec l'amélioration continue du taux de rapatriement du produit des recettes d'exportation qui se chiffre à 85,8% à fin septembre 2014 contre 82,6% en fin juin 2014. S'agissant de la hausse des AEN des banques (+6,9 milliards, soit +1,3%), elle est imputable à une contraction plus importante de leurs engagements extérieurs (-9,3 milliards) par rapport à celle de leurs avoirs sur les non-résidents (-2,4 milliards).

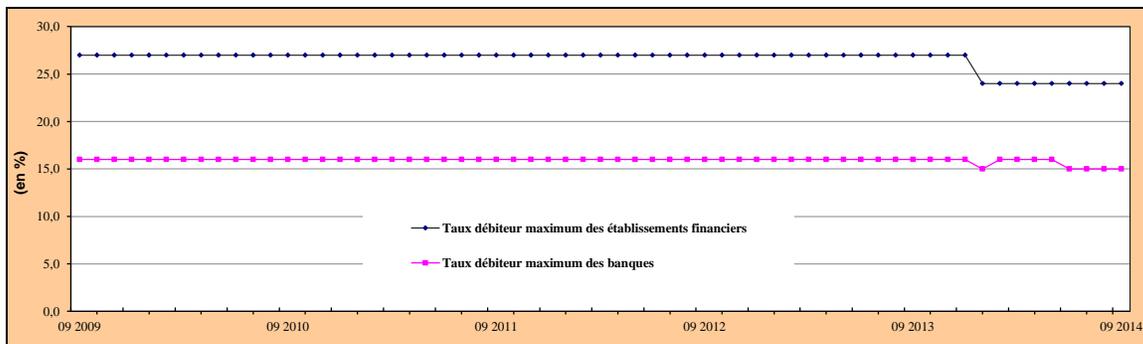
Le crédit intérieur a augmenté de 76,1 milliards de FCFA (+4,3%) à fin septembre 2014, en ressortant à 1.853,6 milliards de FCFA contre 1.777,5 milliards de FCFA à fin juin 2014. Cette évolution est imprimée par la hausse des crédits à l'économie accentuée par une dégradation de la Position Nette du Gouvernement (PNG). En effet, les crédits à l'économie sont ressortis à 1.663,1 milliards de FCFA à fin septembre 2014 contre 1.611,0 milliards de FCFA à fin juin 2014 (+52,1 milliards de FCFA, soit +3,2%). Cette expansion a été portée par les crédits ordinaires (+57,2 milliards de FCFA, soit +3,7%), les crédits de campagne s'étant inscrits en baisse (-5,1 milliards de FCFA, soit -8,1%). Quant à la PNG, elle est passée de +166,5 milliards de FCFA à fin juin 2014 à +190,5 milliards de FCFA à fin septembre 2014 (+24,0 milliards de FCFA, soit +14,4%). Cette évolution est expliquée par un accroissement des engagements de l'Etat (+34,5 milliards de FCFA, soit +7,3%) plus importante que celui de ses créances (+10,5 milliards de FCFA, soit +3,4%).

La masse monétaire, suivant l'évolution résultante de ses contreparties, a connu une hausse de 108,6 milliards de FCFA (+5,2%) à fin septembre 2014 en ressortant à 2.181,1 milliards de FCFA contre 2.072,5 milliards de FCFA à fin juin 2014. Cette progression est expliquée notamment par la hausse de la circulation fiduciaire (+127,4 milliards de FCFA, soit +84,2%) et par l'accroissement des dépôts en Caisse Nationale d'Epargne (+1,9 milliards de FCFA, soit 1,4%), les dépôts en banques ayant connu un repli (-20,9 milliards de FCFA, soit -1,2%).

Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Variation	
	2013	2013	2014	2014	2014	Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des banques	13,2	13,2	13,2	11,0	11,0	0,0%	-16,6%
Taux débiteur minimum des banques	1,5	1,5	1,5	11,0	11,0	0,0%	633,3%
Taux débiteur maximum des banques	16,0	16,0	16,0	15,0	15,0	0,0%	-6,3%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	10,0	10,0	0,0%	-13,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	17,5	17,5	0,0%	16,7%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	18,0	18,0	0,0%	50,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	27,0	27,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	-11,1%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs CFA)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	18,0	18,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	-16,7%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	27,0	27,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	-11,1%



Les taux directeurs de la BCEAO ont été revus à la baisse de 25 points de base au cours du troisième trimestre 2013, sur décision prise le 4 septembre 2013 par le Comité de Politique Monétaire (CPM) lors de sa réunion ordinaire. Ainsi, à compter du 16 septembre 2013, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) sont fixés respectivement à 2,50% et 3,50% contre des taux respectifs antérieurs de 2,75% et 3,75% auparavant.

Les taux de base bancaires ont évolué dans la fourchette de 8,00% à 11,00% au premier semestre de 2014.

En ce qui concerne les établissements financiers, les taux de base ont évolué entre 10,00% et 17,50% au cours du premier semestre 2014.

Par Décision n°CM/UMOA/011/06/2013 du 28 juin 2013, le taux d'usure a été fixé, au titre de l'année 2014, à 15,0% l'an pour les Banques et 24,0% l'an pour les Etablissements Financiers à caractère bancaire, les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) et les autres agents économiques.

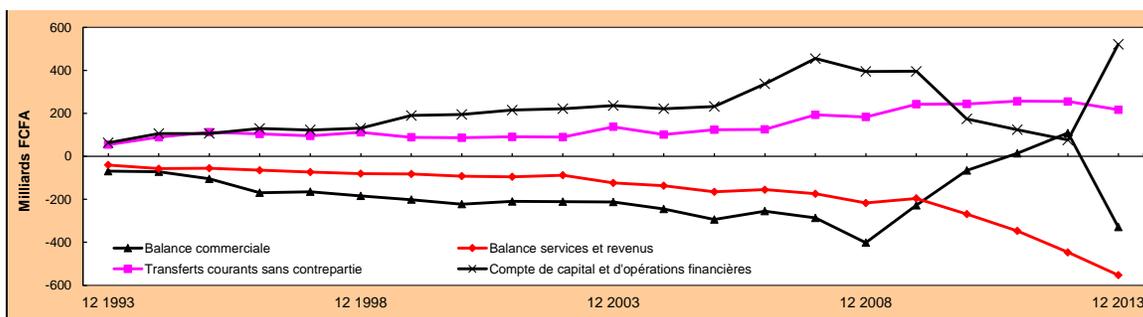
Sources : B.C.E.A.O.

Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Les échanges extérieurs du Burkina Faso en 2013 seraient marqués par le repli des cours mondiaux de l'or et du coton, dont les effets négatifs seraient toutefois atténués par la hausse des quantités exportées de coton fibre ainsi que la poursuite de la progression des

Balance des paiements (En mia Francs CFA)	déc 2009	déc 2010	déc 2011	déc 2012	déc 2013	Var. 2013	
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Var./2012	Var./2011
Exportations de biens FOB	425,2	788,0	1 132,0	1 464,3	1 315,3	-10,2%	7,8%
Importations de biens FOB	652,8	853,6	1 117,8	1 355,8	1 644,2	21,3%	21,3%
Balance commerciale	-227,6	-65,6	14,2	108,5	-328,9		
Services	-192,6	-265,1	-343,1	-407,6	-459,4	12,7%	15,7%
Revenus	-2,6	-3,2	-3,7	-39,1	-93,3	138,8%	400,8%
Balance des services et revenus	-195,2	-268,3	-346,8	-446,6	-552,7	23,7%	26,2%
Transferts courants sans contrepartie	242,8	244,0	257,0	255,3	216,9	-15,0%	-8,1%
Balance des transactions courantes (dons inclus)	-180,0	-89,9	-75,6	-82,9	-664,6	702,1%	196,5%
Transferts en capital	132,9	98,9	91,1	137,8	238,4	73,0%	61,8%
Opérations financières	262,6	75,5	32,9	-61,7	282,9		193,2%
Comptes de capital et d'opérations financières	395,5	174,3	124,0	76,1	521,3	585,3%	105,1%
Erreurs et omissions	8,7	1,5	-4,3	3,4	-3,8		-5,7%
Solde global	224,1	86,0	44,1	-3,4	-147,1	4262,8%	



Ainsi, à fin décembre 2013, le solde global de la balance des paiements ressortirait déficitaire de 147,0 milliards de FCFA, contre un déficit de 3,4 milliards de FCFA en 2012, soit une dégradation de 143,6 milliards de FCFA. Cette régression du solde global des comptes extérieurs découlerait de la détérioration du solde déficitaire des transactions courantes.

Au niveau des opérations courantes, la balance des transactions courantes au titre de l'année 2013 se détériorerait de 581,7 milliards de FCFA entre 2012 et 2013 pour se situer à -664,6 milliards. Rapportée au PIB, la balance courante a enregistré en 2013 une forte détérioration avec un déficit de 10,5% après -1,5% en 2012. Hors dons officiels, le compte courant s'est situé à -12,4% du PIB en 2013 et à -4,5% une année auparavant, pour une norme communautaire de -5,0%. Sur la période 2009-2013, cet indicateur de la viabilité du déficit courant s'est établi à -7,1% en moyenne. Cette détérioration est en relation avec les soldes déficitaires de la balance commerciale et de la balance des services. En effet, la balance commerciale ressortirait déficitaire de 328,8 milliards de FCFA en 2013, après un excédent exceptionnel de 108,5 milliards de FCFA en 2012, soit une dégradation de 437,3 milliards de FCFA, provenant du repli des exportations d'or et de l'accroissement des importations. Les exportations devraient s'établir à 1 315,3 milliards de FCFA en 2013, en baisse de 10,2% par rapport à 2012. Cette évolution des exportations est principalement imputable à la baisse des recettes minières de 325,2 milliard de FCFA (-28,0%) en relation avec la baisse des cours mondiaux de l'or (-37,1%). Les importations ressortiraient à 1 644,2 milliards de FCFA en 2013, contre 1.355,8 milliards de FCFA une année plus tôt, soit une hausse de 21,3%. S'agissant des échanges de services, le solde de ce poste passerait de -407,6 milliards de FCFA en 2012 à -459,4 milliards de FCFA en 2013, soit une dégradation de 12,7%, imputable pour l'essentiel aux transports, notamment la rubrique « fret » dont le solde déficitaire s'est accentué de 26,6% par rapport à 2012.

Le compte du revenu primaire ressortirait déficitaire à 93,3 milliards de FCFA contre -39,1 milliards de FCFA en 2012. Cette détérioration est imputable exclusivement à la hausse des paiements nets aux non-résidents au titre des revenus des investissements (+54,1 milliards de FCFA) opérés notamment par les sociétés minières et de télécommunication. Quant au solde du compte du revenu secondaire, il s'établirait à 217,0 milliards de FCFA contre 255,3 milliards de FCFA en 2012, soit une baisse de 14,9%, imputable au repli des transferts de l'Administration publique (-51,0 milliards de FCFA), en liaison avec la baisse de 28,3% de l'aide budgétaire reçue au titre de la coopération internationale, en phase avec la persistance de la crise économique dans les principaux pays partenaires du Burkina Faso.

Au titre du compte de capital, le solde s'élèverait à 238,4 milliards de FCFA au cours de l'année 2013, contre 137,8 milliards de FCFA en 2012, soit une hausse de 73,0%, en liaison avec l'accroissement de 83,9% des transferts en capital au profit de l'Administration publique. Quant au compte financier, en 2013, le flux net des actifs et passifs financiers a enregistré des entrées de 282,9 milliards de FCFA, après des sorties de 61,7 milliards de FCFA en 2012, soit une amélioration de 344,6 milliards de FCFA. Cette situation est due essentiellement à un afflux d'investissements directs (+82,5 milliards de FCFA) au cours de l'année 2013.

Sources : B.C.E.A.O.

COMMERCE EXTERIEUR							
IMPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2013	2013	2014	2014	2014	trimestriel	annuel
TOTAL	504 471,8	505 930,8	392 619,3	424 836,3	429 359,7	1,1%	-14,9%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	4 442,4	5 194,8	4 753,1	4 965,3	4 429,4	-10,8%	-0,3%
Produits du règne végétal	32 499,0	23 554,1	20 446,8	19 784,3	26 184,3	32,3%	-19,4%
Graisses et huiles animales ou végétales	3 716,6	4 423,4	3 465,5	4 437,7	3 719,3	-16,2%	0,1%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	31 633,8	28 290,0	21 196,3	24 550,3	25 350,1	3,3%	-19,9%
Produits minéraux	133 846,9	149 041,9	126 458,4	153 699,5	132 643,0	-13,7%	-0,9%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	55 572,0	61 551,6	65 121,3	52 349,3	67 457,5	28,9%	21,4%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	20 375,7	19 881,1	13 887,9	13 177,1	15 164,2	15,1%	-25,6%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	606,4	244,3	379,4	171,6	442,4	157,7%	-27,0%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	1 057,2	1 395,0	1 108,0	1 593,1	1 185,6	-25,6%	12,1%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	7 634,5	5 708,1	4 658,2	4 475,5	7 436,2	66,2%	-2,6%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	10 299,3	20 878,6	8 767,0	6 777,7	6 268,0	-7,5%	-39,1%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1 719,7	2 495,8	2 262,7	1 628,5	1 983,8	21,8%	15,4%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	3 606,6	3 646,7	3 930,0	3 148,0	4 834,4	53,6%	34,0%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. préci.	187,1	182,4	160,0	88,6	123,6	39,5%	-34,0%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	38 725,2	44 183,6	32 724,2	34 719,1	30 183,5	-13,1%	-22,1%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	99 943,4	86 178,8	46 630,5	54 383,2	59 080,1	8,6%	-40,9%
Matériel de transport	49 902,5	39 508,3	29 151,4	34 763,0	34 575,2	-0,5%	-30,7%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	3 601,0	5 570,7	3 337,5	4 784,7	3 047,0	-36,3%	-15,4%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	874,4	297,0	937,2	164,5	247,4	50,4%	-71,7%

En glissement trimestriel, les importations ont enregistré une hausse de 1,1% (4,5 milliards de FCFA) au troisième trimestre 2014.

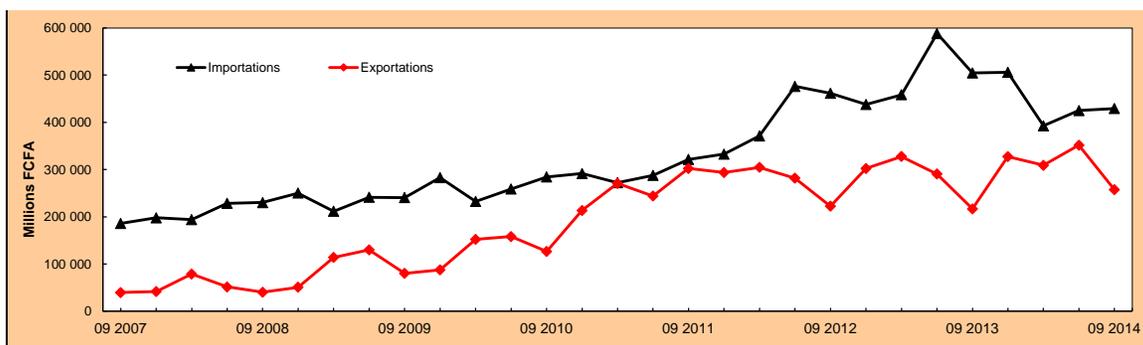
En effet, la baisse de la facture pétrolière de 21,1 milliards de FCFA n'a pas pu contenir la hausse des importations de produits des industries chimiques (+15,1 milliards de FCFA), des produits du règne végétal (+15,1 milliards de FCFA), des matériels et appareils électriques (+4,7 milliards de FCFA) et de pâtes de bois (+3,0 milliards de FCFA).

Comparativement au troisième trimestre de 2013, la baisse observée au premier trimestre 2014 se poursuit.

Presque toutes les sections ont enregistré des baisses mais les plus importantes sont celles des importations des machines et appareils, matériels électriques de 40,9 milliards de FCFA, de matériels de transport de 15,3 milliards de FCFA, des métaux communs et ouvrages de 8,5 milliards de FCFA et des produits des industries alimentaires de 6,3 milliards de FCFA.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2013	2013	2014	2014	2014	trimestriel	annuel
TOTAL	216 773,2	327 374,5	309 009,6	351 510,6	257 336,4	-26,8%	18,7%
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	544,4	702,1	519,1	2 944,8	1 801,0	-38,8%	230,8%
Produits du règne végétal	16 493,5	59 458,6	52 657,8	23 982,8	17 290,6	-27,9%	4,8%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	7 679,6	54 685,7	44 216,2	5 556,1	9 245,2	66,4%	20,4%
Graisses et huiles animales ou végétales	803,2	1 554,8	962,0	1 058,1	1 675,3	58,3%	108,6%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	1 482,5	1 450,3	2 619,0	1 613,0	1 499,3	-7,0%	1,1%
Produits minéraux	117,2	146,9	283,6	5 265,0	69,7	-98,7%	-40,5%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	348,3	741,2	547,3	785,6	631,1	-19,7%	81,2%
Mat. plastiç. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	193,0	1 887,0	289,6	458,6	284,7	-37,9%	47,5%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	178,3	253,7	392,4	346,3	378,8	9,4%	112,4%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	30,9	8,8	15,2	0,0	6,3	62749,7%	-79,7%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	132,0	28,7	16,0	23,6	16,6	-29,8%	-87,4%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	16 704,1	63 279,5	100 731,6	77 777,3	8 087,5	-89,6%	-51,6%
dont coton fibre	15 758,8	61 940,8	99 539,0	76 069,2	7 516,5	-90,1%	-52,3%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	21,0	27,6	37,7	29,6	29,9	1,0%	42,0%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	116,8	86,0	119,5	349,1	267,0	-23,5%	128,5%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	169 897,8	177 210,9	127 579,8	208 791,7	207 711,0	-0,5%	22,3%
dont or	169 897,8	177 208,2	127 579,8	208 791,4	207 711,0	-0,5%	22,3%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	3 329,2	10 967,5	13 882,4	13 441,6	9 025,5	-32,9%	171,1%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	3 305,6	3 533,3	3 904,7	8 064,3	5 062,6	-37,2%	53,2%
Matériel de transport	2 014,8	5 167,8	1 899,0	5 936,5	2 684,1	-54,8%	33,2%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	168,9	672,7	494,9	254,7	139,5	-45,2%	-17,4%
Marchandises et produits divers	823,2	147,3	131,9	309,0	647,3	109,5%	-21,4%



Au troisième trimestre 2014, les exportations enregistrent une baisse de 26,8% en glissement trimestriel, portant le niveau des exportations de 351,5 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2014 à 257,3 milliards de FCFA. Cette baisse est principalement imputable aux exportations de coton fibre. En effet, les exportations de coton fibre enregistrent une baisse de 68,6 milliards de FCFA; les produits du règne végétal de 6,7 milliards de FCFA et les produits minéraux de 5,2 milliards de FCFA.

En glissement annuel, la tendance observée en glissement trimestriel s'inverse. En effet, les exportations enregistrent une hausse de 18,7% soit 40,6 milliards de FCFA. Cette hausse est soutenue par la hausse des exportations d'or non monétaire de 37,8 milliards de FCFA et des métaux communs et ouvrages de 5,7 milliards de FCFA.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

- Taux de change du dollar :

Sur le marché des changes, le franc CFA s'est de nouveau déprécié vis à vis du dollar américain au troisième trimestre 2014. Il s'est situé en baisse de 3,5% au troisième trimestre contre un repli de 0,1% au trimestre précédent. En moyenne, le franc CFA s'est échangé à 495,2 francs pour un dollar au troisième trimestre 2014 contre 478,3 francs un trimestre auparavant. Comparée à la même période de l'année 2013, la monnaie de la Zone Franc est restée stable. La vigueur actuelle du dollar s'expliquerait par la santé retrouvée de l'économie américaine et par les effets de la réduction de la politique assouplissante de la banque centrale américaine.

- Prix des produits exportés :

Le cours mondial du coton a enregistré une baisse pour le deuxième trimestre consécutif. En effet, en rythme trimestriel, le coton a perdu 16,8% de sa valeur au troisième trimestre 2014, après un repli de 1,5% au trimestre précédent. En moyenne, le coton-fibre s'est échangé à 1 669,4 dollars la tonne au troisième trimestre contre 2 041,9 dollars au deuxième trimestre 2014. Comparé à la même période de l'année précédente, le cours du coton a réplé de 16,0% après une quasi-stabilité (-0,1%) observée au trimestre précédent. Exprimé en franc CFA, le prix du coton-fibre s'est établi à 840,7 FCFA le kilogramme au troisième trimestre 2014 contre 976,5 FCFA un trimestre plus tôt, soit une baisse de 13,9%. L'embellie de la production notamment américaine et indienne respectivement premier et deuxième exportateur mondial ainsi que la récente décision de la Chine de libérer ses immenses stocks de fibre ont fait chuter les cours du coton.

Le cours de l'once d'or a décré de nouveau au troisième trimestre 2014. En rythme trimestriel, l'or a enregistré un repli de sa valeur de 0,7% au troisième trimestre après une baisse de 0,4% un trimestre auparavant. Le gramme d'or s'est échangé en moyenne à 45,2 dollars au troisième trimestre contre 45,5 dollars au deuxième trimestre 2014. En glissement annuel, l'or a cédé 3,6% de sa valeur après 8,9% au deuxième trimestre 2014. Le prix de l'or, estimé à 22 355 FCFA le gramme, est en hausse de 2,8% et en baisse de 3,7% respectivement en rythme trimestriel et en glissement annuel. La récente vigueur du dollar expliquerait notamment le fléchissement du cours de l'or.

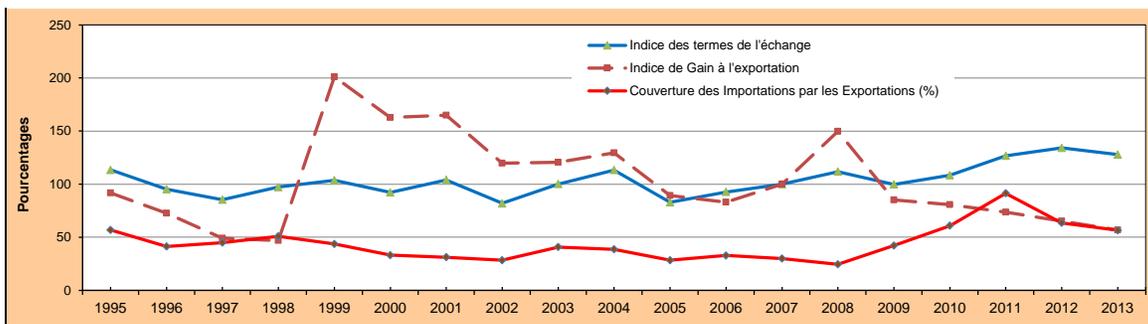
- Prix des produits importés :

Au troisième trimestre 2014, le prix du baril de pétrole de la mer du Nord (Brent) en dollars a connu un recul en rythme trimestriel (-7,1% après +1,8% au trimestre précédent), sous l'effet conjugué d'une offre accrue (provenant notamment de la Libye et de l'Irak) et d'une hausse de la valeur du dollar. Le baril de pétrole s'est situé à 102,0 dollars au troisième trimestre contre 109,8 dollars au deuxième trimestre 2014. En glissement annuel, le baril de pétrole a perdu 7,4% de sa valeur au troisième trimestre 2014. En franc CFA, le prix du Brent est en recul de 3,9% et 7,5% respectivement en rythme trimestriel et en glissement annuel.

Sources : M.E.F. / D.G.E.P.

INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2009	12 2010	12 2011	12 2012	12 2013	Var. 2013	
						Var./2012	Var./2011
Indice prix à l'exportation	119,4	130,5	150,2	171,4	169,9	-0,9%	13,2%
Indice prix à l'importation	119,5	120,3	118,5	127,8	133,0	4,0%	12,2%
Indice des termes de l'échange	99,9	108,4	126,7	134,1	127,8	-4,7%	0,9%
Indice de gain à l'exportation	85,1	80,8	73,6	65,2	56,8	-12,8%	-22,8%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	42,1	60,9	91,5	63,6	56,5	-11,2%	-38,2%



Globalement, si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une nette amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un maximum de 91,5% atteint en 2011. Depuis, le taux de couverture régresse annuellement, passant de 91,5% en 2011 à 63,6% en 2012 et à 56,5% en 2013.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

Définitions et abréviations

Général

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DSS :	Direction des Statistiques Sectorielles
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS :	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGPSE :	Direction Générale de la Prédiction, des Statistiques et de l'Economie de l'Elevage
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DSOFE :	Direction du Suivi des Opérations Financières de l'Etat
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
FEC :	Facilité Elargie de Crédit
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MASA :	Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire
MEF :	Ministère de l'Economie et des Finances
MRAH :	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
PPTE :	Pays Pauvres Très Endettés
Prov. :	Données provisoires
SIM :	Système d'Information sur les Marchés
SONAGESS :	SOciété NATIONALE de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Elevage :

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

Monnaie :

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Commerce extérieur :

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si ITE < 100 on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si ITE > 100 on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume des exportations (ILQE).

Soldes d'opinions :

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une opinion négative (baisse).

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
RAMDE, B. François TRAORE, Bakari TOUGMA, Jean Gabriel	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
KABORE, W. Denis	Prix des produits de l'élevage	DGPSE
PALE, Eric	Prix des produits agricoles	SONAGESS
SOW, Arouna	Soldes d'opinions	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
KABORE, W. Denis	Production de l'élevage	DGPSE
PALE, Eric	Production de l'agriculture	SONAGESS
KYELEM, K. Jean Paul MILLOGO, François ZERBO, Issa	Finances publiques	DEP/MEF DGTCP DGTCP
PODA, Serge Gnaniodem	Situation monétaire	BCEAO
PODA, Serge Gnaniodem	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
ZONGO, S. Lambert	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DGEP